



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N °BCTE/2025-147 DU 25 NOVEMBRE 2025**  
relatif à la clôture de l'Étude de Dangers de l'exploitant CARPENTER situé à Mazeyrat d'Allier (43300)

**Le Préfet de la Haute-Loire,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 et R. 515-98 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 411-2 ;

**VU** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

**VU** le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy en Velay ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2025-28 en date du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Madame Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**VU** le dossier sur l'étude de dangers transmis par l'exploitant le 31 juillet 2025 ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 15 octobre 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 4 novembre 2025 ;

**VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté par courriel du 13 novembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude de dangers après réception des compléments est recevable ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 -**

Il est pris acte des informations fournies par la société CARPENTER dans son Étude de Dangers déposée le 31 juillet 2025.

### **Article 2 -**

L'exploitant transmet avant le 31 décembre 2025 :

- les éléments justifiant que les dispositifs choisis à la place des événements dimensionnés par l'étude VERITAS de 2016 confère aux silos les mêmes caractéristiques que celles prises en compte dans l'étude de dangers et l'étude fournie soit : « pour un silo de 30 m<sup>3</sup> de mousse, environ 60 m<sup>3</sup> de gaz de décomposition formé en cas de combustion des flocons. La quantité de gaz formé est assez importante, et le silo n'est pas conçu pour une telle montée en pression pneumatique due au dégagement du gaz. Il est ainsi nécessaire de prévoir un événement sur les silos, avec une sortie de préférence en extérieur, afin d'éviter d'accumuler le gaz à l'intérieur du bâtiment abritant les silos. »  
Les zones d'effets associées dans cette configuration devront être précisées par l'exploitant ;
- la revue HAZOP pour le phénomène « perte de confinement de matière première dans l'atelier de moussage » adaptée au site RECTICEL LANGEAC en indiquant les dispositions prises ;
- une démonstration que l'installation des postes de charge des batteries ne peut pas être un événement initiateur d'un phénomène dangereux en précisant les dispositions prises en cas de départ de feu au niveau des chargeurs.

### **Article 3 -**

Conformément à l'article R. 515-98 du Code de l'Environnement, l'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une mise à jour ou révision, si nécessaire.

L'exploitant transmet une notice de réexamen associée à une révision de l'étude des dangers de l'établissement ou une mise à jour, le cas échéant, au service des installations classées avant le 30 juillet 2030.

Ce réexamen est conforme aux dispositions de l'avis ministériel du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des ICPE de statut Seveso Seuil Haut.

### **Article 4 -**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lui a été notifié le présent arrêté ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

#### **Article 5 -**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1<sup>o</sup> Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet (Mazeyrat d'Allier) et peut y être consultée ;
- 2<sup>o</sup> Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet (Mazeyrat d'Allier) pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3<sup>o</sup> Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 6 - Exécution**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Loire, le Sous-Préfet de Brioude, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de Mazeyrat d'Allier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Puy en Velay, le 25 novembre 2025

Pour le préfet et par délégation,  
la Secrétaire Générale,

Nathalie CENCIC

